

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 07/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ALDI REIMS SARL

2 avenue des bornes
ZA Derrière Moutier
51390 Gueux

Références : D2 2024-395
Code AIOT : 0100000692

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/06/2024 dans l'établissement ALDI REIMS SARL implanté 2 avenue des bornes ZA Derrière Moutier 51390 Gueux. L'inspection a été annoncée le 30/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre du récolement de l'extension de l'entrepôt (cellules 3 et 4), mise en service en septembre 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALDI REIMS SARL
- 2 avenue des bornes ZA Derrière Moutier 51390 Gueux
- Code AIOT : 0100000692
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est régulièrement enregistré auprès des services préfectoraux pour son activité d'entrepôt couvert et encadré par l'arrêté préfectoral n°2022-E-045-IC du 31 mars 2022, suite à son extension (cellules 3 et 4). Le site existant (cellules 1 et 2) était déclaré auprès des services préfectoraux depuis

le 3 avril 2003, tout comme l'ensemble des autres rubriques de la nomenclature exploitées sur le site sous le régime de la déclaration.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
11	Compartmentage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 6.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
15	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13.	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
19	Surveillance par l'exploitant des émissions sonores	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 24.3.	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité de l'installation	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.1.	Sans objet
2	Intégration dans le paysage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.3.	Sans objet
3	Dispositions applicables aux installations à enregistrement et aut...	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.4. I.	Sans objet
4	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.6.1.	Sans objet
5	Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.7.3.	Sans objet
6	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 2.	Sans objet
7	Accessibilité au site	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 3.1.	Sans objet
8	Voie engins	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 3.2.	Sans objet
9	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 4.	Sans objet
10	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 5.	Sans objet
12	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 9.	Sans objet
13	Eaux d'extinction incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 11.	Sans objet
14	Détection automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 12.	Sans objet
16	Evacuation du personnel	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 14.	Sans objet
17	Installations électriques et équipements métalliques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 15.	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
18	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.	Sans objet
20	Surveillance et contrôle des accès	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 25.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En particulier, on notera que les équipements d'incendie doivent être réceptionnés par les services de secours d'incendie (SDIS 51) et qu'un exercice d'incendie doit prochainement être réalisé suite à la mise en service de l'extension de l'entrepôt.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité de l'installation
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et documents joints au dossier de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation.
Constats : L'inspection n'a pas constaté d'écart du point de vue de l'implantation, de la réalisation ni de l'exploitation de l'installation par rapport aux plans et documents joints au dossier d'enregistrement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Intégration dans le paysage
Prescription contrôlée : L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Pour l'entretien des surfaces extérieures de son site (parkings, espaces verts, voies de circulation...), l'exploitant met en œuvre des bonnes pratiques, notamment en ce qui concerne le désherbage.
Constats : L'ensemble des installations était propre le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositions applicables aux installations à enregistrement et aut...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.4. I.
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions applicables aux installations à enregistrement et aut...
Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [...]
Constats : L'état des stocks a été présenté et transmis à l'inspection. Afin de répondre aux besoins d'information de la population, il existe également sous format synthétique. L'état des matières stockées est mis à jour en temps réel et une extraction de ces données est réalisée chaque jour. Il est disponible sur un serveur externe ce qui en permet l'accès à distance. Il en est de même pour les fiches de sécurité (FDS) des différents produits stockés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.6.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;- les secteurs collectés et les réseaux associés ;- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). Ces plans sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours en cas de sinistre et sont annexés au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe.
Constats : Les plans ont été présentés. Ils indiquent les éléments requis et sont mis à jour.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.7.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des déchets
Prescription contrôlée : Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont stockés définitivement dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. L'exploitant est en mesure de justifier la gestion adaptée de ces déchets sur demande de l'inspection des installations classées. Il met en place un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ses activités. Tout brûlage à l'air libre est interdit.
Constats : Les déchets issus du séparateur hydrocarbures ont été évacués par la filière adaptée le 18/06/2024. Le jour de l'inspection, l'exploitant n'avait pas encore reçu le BSD (bordereau de suivi des déchets)

correspondant. Le précédent bordereau de suivi des déchets, daté du 28/11/2023 a été présenté. L'ensemble des informations requises étaient présentes et la destination des déchets connue.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Règles d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 2.

Thème(s) : Risques accidentels, Règles d'implantation

Prescription contrôlée :

III. Les parois externes des cellules de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées des stockages extérieurs et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager à l'entrepôt. La distance entre les parois externes des cellules de l'entrepôt et les stockages extérieurs susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie n'est pas inférieure à 10 mètres. [...]

Constats :

Aucune non-conformité n'a été constatée le jour de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Accessibilité au site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 3.1.

Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité au site

Prescription contrôlée :

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. [...]

Constats :

Aucune non-conformité n'a été constatée le jour de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Voie engins

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 3.2.

Thème(s) : Risques accidentels, Voie engins

Prescription contrôlée :

Une voie engins au moins est maintenue dégagée pour :- la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ;- l'accès au bâtiment ;- l'accès aux aires de mise en station des moyens aériens ;- l'accès aux aires de stationnement des engins. [...]

Constats :

La voie engins est dégagée et permet la circulation des services de secours sur la périphérie du bâtiment et l'accès à l'ensemble des équipements et emplacements dédiés à la défense incendie du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 4.
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Le système de couverture de toiture satisfait la classe BROOF (t3). Les justificatifs attestant du respect des prescriptions du présent point, notamment les attestations de conformité, sont conservés et intégrés au dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.
Constats : Les attestations présentées sont issues du dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) en date du 01/05/2023. Le procès verbal du produit mis en œuvre en toiture est daté du 21/01/2021. De même, les documents attestant des caractéristiques des murs en terme de résistance au feu, ainsi que de la non ruine en chaîne de la structure du bâtiment ont été présentés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 5.
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Prescription contrôlée : Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage. Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.
Constats : Les attestations de bon fonctionnement du système de désenfumage ainsi que des exutoires ont été présentés. Ils datent respectivement des 26/04/2023 et 24/05/2023. Ils respectent en particulier la règle APSAD R 17.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Compartimentage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 6.
Thème(s) : Risques accidentels, Compartimentage
Prescription contrôlée :

<p>L'entrepôt est compartimenté en cellules de stockage, dont la surface et la hauteur sont limitées afin de réduire la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie. Ce compartimentage a pour objet de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre. Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent au minimum les dispositions suivantes :- les parois qui séparent les cellules de stockage sont des murs au moins REI 120 ; le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation ;- les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces parois. La fermeture automatique des dispositifs d'obturation (comme par exemple, les dispositifs de fermeture pour les baies, convoyeurs et portes des parois ayant des caractéristiques de tenue au feu) n'est pas gênée par les stockages ou des obstacles ;- Les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi, les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2 ;- si les murs extérieurs ne sont pas au moins REI 60, les parois séparatives de ces cellules sont prolongées latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 0,50 mètre de part et d'autre ou de 0,50 mètre en saillie de la façade dans la continuité de la paroi. La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d1. Alternativement aux bandes de protection, des moyens fixe ou semi-fixe d'aspersion d'eau placés le long des parois séparatives peut assurer le refroidissement de la toiture des cellules adjacentes sous réserve de justification ;- les parois séparatives dépassent d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement. Cette disposition n'est pas applicable si un dispositif équivalent, empêchant la propagation de l'incendie d'une cellule vers une autre par la toiture, est mis en place.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les attestations liées à la conformité des cantonnements de l'extension (cellules 3 et 4) n'ont pu être présentées le jour de la visite.</p> <p>L'inspection propose que soit demandé à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - transmettre les attestations de conformité des cantonnements de l'extension (cellules 3 et 4).
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 12 : Conditions de stockage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 9.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucune non-conformité n'a été constatée le jour de l'inspection.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 13 : Eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 11.

Thème(s) : Risques accidentels, Eaux d'extinction incendie

Prescription contrôlée :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

Constats :

Les dimensions des bassins de rétention réalisés sont conformes aux besoins minimums du site. Le relevé des cubatures par un géomètre, en date du 28/09/2023, a été présenté. Les vannes d'isolement de ces bassins sont automatisées.
--

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 14 : Détection automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 12.

Thème(s) : Risques accidentels, Détection automatique d'incendie

Prescription contrôlée :

La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.

Constats :

Le site existant était équipé d'une détection automatique d'incendie qui a été étendue aux cellules 3 et 4 de l'extension. Les portes coupe-feu ainsi que la vanne automatique de sectionnement du bassin sont asservis au système d'alarme de cet équipement. Les derniers contrôles de ce système d'alarme ont été réalisés les 29/09/2022 et 23/11/2023. Un report d'alarme est programmé vers l'exploitant (en journée vers l'équipe administrative, la nuit vers le service expédition, vers une astreinte le cas échéant) ainsi qu'un service de télésurveillance.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 15 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13.

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
--

Prescription contrôlée :

<p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - d'un ou de plusieurs points d'eau incendie [...] Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.[...] L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie. L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. [...] Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe. Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les extincteurs et les robinets d'incendie armés (RIA) ont été contrôlés du 3 au 6 juin 2024. La disponibilité en eau pour lutter contre un incendie est assurée par 8 poteaux incendies privés, répartis régulièrement sur la périphérie du site et alimentés par une cuve d'eau d'une capacité de 617m3, complétée par 2 bâches pompiers de 360m3 chacune. Chacun de ces équipements est accessible et possède une aire de stationnement pour les services de secours. Les bâches sont bien équipées de 3 poteaux d'aspiration chacune, soit 1 par tranche de 120m3. La réserve d'eau pour le système d'extinction automatique est constituée d'une cuve enterrée de 1000m3 (pour les cellules 1 et 2) complétée d'une cuve de 867m3 (pour les cellules 3 et 4). Les équipements incendie n'ont pas encore fait l'objet d'une réception opérationnelle par les services de secours. L'exploitant a mis à jour le plan d'intervention du site et l'a transmis en mai 2024 au SDIS 51. L'exploitant n'a toujours pas réalisé l'exercice de défense contre l'incendie qui aurait dû être réalisé dans le trimestre suivant la mise en service de l'extension. Toutefois, il l'a d'ores et déjà planifié et a invité le SDIS à participer à cet exercice (par mail du 28/06/2024).</p> <p>L'inspection propose que soit demandé à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> transmettre la justification de la réception des nouveaux équipements incendie par les services de secours (SDIS 51) ; transmettre le compte-rendu de l'exercice de défense contre l'incendie, dès que celui-ci sera réalisé. Il comprendra notamment des exercices de manipulation des extincteurs et des robinets incendie armés (RIA).
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 16 : Évacuation du personnel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 14.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Évacuation du personnel</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres</p>

réglementations applicables.
Constats : Le dernier exercice d'évacuation a été réalisé le 20/03/2024. Son compte-rendu a été présenté. Le prochain exercice est d'ores et déjà planifié après la période estivale.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Installations électriques et équipements métalliques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 15.
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques et équipements métalliques
Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées. A proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule. L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.
Constats : Le dernier contrôle électrique réalisé par un organisme agréé a été réalisé en mars 2024. Les réserves ont été levées le 20/06/2024. Le dernier contrôle de l'installation de protection contre la foudre date du 27/06/2023. Il faisait apparaître 9 points de non-conformités qui ont tous été pris en compte et corrigés lors des travaux de l'extension de l'entrepôt.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie
Prescription contrôlée : Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours. Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.
Constats : Le Plan de Défense Incendie (PDI) du site a été refait pour prendre en compte la totalité du site et date du 20/06/2024. L'inspection rappelle à l'exploitant que ce PDI dans sa nouvelle version doit être transmise aux services de secours.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Surveillance par l'exploitant des émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 24.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance par l'exploitant des émissions sonores
Prescription contrôlée : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans les trois mois suivant la mise en service de l'installation.
Constats : Le rapport acoustique correspondant n'a pas été consulté durant l'inspection. L'inspection propose que soit demandé à l'exploitant de : - transmettre le rapport acoustique réalisé après la mise en service de l'extension de l'entrepôt.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 20 : Surveillance et contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 25.
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance et contrôle des accès
Prescription contrôlée : En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt, une surveillance de l'entrepôt, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre notamment l'alerte des services d'incendie et de secours et, le cas échéant, de l'équipe d'intervention, ainsi que l'accès des services de secours en cas d'incendie, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre à l'entrepôt. L'accès aux guichets de retrait, s'ils existent, reste cependant possible. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2021.
Constats : Aucune non conformité n'a été constatée sur ces points lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite